

**L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX N° :
35/RFM/2018**

**Travaux d'aménagement de la piste reliant RP7075 et DOUAR ENNAKHLA, Commune
BITTIT, Province El Hajeb**

**Cahier des Prescriptions Spéciales
(C.P.S)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1.1 : Objet du marché.....	5
ARTICLE 1.2 : Procédure de passation du marché.....	5
ARTICLE 1.3 : Pièces constitutives du marché.....	5
ARTICLE 1.4 : Textes généraux et Textes spéciaux :	5
ARTICLE 1.5 : Définitions	6
ARTICLE 1.6 : Etendue des obligations contractuelles	7
ARTICLE 1.7 : Consistance des travaux.....	7
ARTICLE 1.8 : Description des travaux.....	7
ARTICLE 1.9 : Documents à fournir par l'Entrepreneur.....	9
Article I- 10- FOURNITURE DE LIANTS HYDROCARBONES	9
Article I- 11- VARIANTE.....	9
ARTICLE 1.12 : Mémoire Technique	10
ARTICLE 2.1 – Provenance des matériaux	12
ARTICLE 2.2 : Qualité des matériaux	12
ARTICLE 2.3 : Contrôle des matériaux	12
ARTICLE 3.1 : Plans des Ouvrages Provisoires	14
ARTICLE 3.2 : Installations générales de chantier.....	14
ARTICLE 3.3 : Emplois des explosifs.....	15
ARTICLE 3.4 : Conditions particulières d'exécution.....	15
ARTICLE 3.5 : Contrôle des Travaux.....	16
ARTICLE 3.6 : Réunion de Chantier	16
ARTICLE 3.7 : Maîtrise d'œuvre	16
ARTICLE 4.1: Mode de mesurage	17
ARTICLE 4.2 : Définition des prix	17
ARTICLE 4.3 : Sous Détail des Prix.....	20
ARTICLE 4.4 : Règlement des Travaux	20
ARTICLE 4.5 : Révision des prix.....	20
ARTICLE 5.1 : Délai d'Exécution - Pénalité de Retard Délai d'Exécution	21
ARTICLE 5.2 : Cautionnement provisoire et définitif.....	21
ARTICLE 5.3 : Nantissement	21
Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché, il est précisé que :.....	21
ARTICLE 5.4 : Emplacements mis à la disposition de l'Entrepreneur	21
ARTICLE 5.5 : Désignation des carrières	21
ARTICLE 5.6 : Signalisation temporaire de chantier	22
ARTICLE 5.7 : Sujétions diverses.....	23
ARTICLE 5.8 : Déplacement des réseaux	24
ARTICLE 5.9 : Recrutement et paiement des ouvriers	24
ARTICLE 5.10 : Mesures de sécurité et d'hygiène	24
ARTICLE 5.11 : Approbation du marché	24
ARTICLE 5.12 : Sous traitance	24
ARTICLE 5.13 : Représentation de l'entreprise.....	24
Article 5 -14 : Domicile de l'entrepreneur.....	24
Article 5 -15 : Délai de notification et de l'approbation du marche.....	24
Article 5.16 : Documents à mettre à la disposition du titulaire	24
ARTICLE 5.17 : Réception provisoire	24
ARTICLE 5.18 : Retenue et délai de garantie	25
ARTICLE 5.19 : Réception définitive	25
ARTICLE 5.20 : Résiliation	25
ARTICLE 5.21 : Clauses traitées par le CCAG-T	25
ARTICLE 5.22 : Avances en matière des marches publics.....	25

=====

**Travaux d'aménagement de la piste reliant RP7075 et DOUAR ENNAKHLA,
Commune BITTIT, Province El Hajeb.**

=====

MARCHE N° :/2018.

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le président du conseil régional de FES-MEKNES, agissant au nom et pour le compte de la région de FES-MEKNES, désignée ci-après indifféremment par le maître d'ouvrage ou l'administration.

D'UNE PART

ET :

1.Cas d'une personne morale

M. qualité

Agissant au nom et pour le compte de..... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social..... Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **Entrepreneur** ».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

2.Cas de personne physique

M.

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce deSous le n°

Patente n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **Entrepreneur** ».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

3.Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention(les références de la convention)..... :

- **Membre 1 :**

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

- **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

-

-

- **Membre n :**

-

-

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions) ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « **Entrepreneur** ».

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CHAPITRE I : INDICATIONS GENERALES ET DESCRIPTIONS DES OUVRAGES

ARTICLE 1.1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet **Travaux d'aménagement de la piste reliant RP7075 et DOUAR ENNAKHLA, Commune BITTIT, Province El Hajeb.**

ARTICLE 1.2 : Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé par appel **d'offres ouvert**, sur offres de prix en vertu des dispositions de l'alinéa 2§ 1 de l'article 16 et §1 de l'art 17 et alinéa 3§3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 08 jourada 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 1.3 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du présent marché sont celles énumérées ci-après :

- L'acte d'engagement,
- Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS),
- Le mémoire technique,
- Le bordereau des prix – détail estimatif,
- Le sous détail des prix (pour les prix cités à l'article IV-3 ci-après),
- Le Cahier des Prescriptions Communes (CPC) applicable aux travaux routiers courants du Ministère de l'Equipement et édité par lui en vertu de l'arrêté n°451-83 du 06/12/82, tel qu'il a été modifié ou complété,
- Le **cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016).

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, l'Entrepreneur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

ARTICLE 1.4 : Textes généraux et Textes spéciaux :

A. TEXTES GENERAUX :

Le titulaire du marché reste soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur et notamment :

1. Loi organique 111-14 relative aux régions ;
2. Le décret n° 2-12-349 du 8 jourada 1434 (**20 mars 2013**) relatif aux marchés publics ;
3. Le cahier des clauses administratives générales C.C.A.G.T. applicables au marché de travaux approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaâbane 1437 (**13/05/2016**).
4. Le Décret n°2-16-344 **du 22 juillet 2016** relatif aux délais de paiement et les **intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques** ;
5. Décret n 2.14.272 du **14 mai 2014** relatif aux avances en matière de marchés publics ;
6. Arrête du Chef du gouvernement n°**3-302-15** du 15 Safar 1437 (27 **novembre 2015**) fixant les règles et les **conditions de révision des prix des marchés publics**. BO n° 6422 DU 17/12/2015 ;
7. Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre ;
8. Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (**19 février 2015**) portant promulgation de la loi n° 112-13 **relative au nantissement des marchés publics** ;
9. Arrêté du ministre de l'économie et des **finances n°1871-13** du 4 Chaabane 1434 (**13/06/2013**) fixant la rémunération relative à la remise des plans et documents techniques prévue par les articles 19 et 99 du décret n° 2-12-349 précité ;
10. Arrêté du ministre de l'économie et des finances **n°1872-13 du 4 Chaabane 1434 (13/06/2013)** relatif à la publication des **documents dans le portail des marchés publics** ;

11. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°3011-13 du 24 Hijja 1434 (**30/10/2013**) portant application de l'article 156 du décret n° 2-12-349 précité ;
12. Arrêté du ministre de l'Intérieur n°3574-13 du 6 Safar 1435 (**10/12/2013**) fixant les cahiers des **prescriptions communes applicables aux marchés** des régions, des préfectures, des provinces et des communes ;
13. Le Dahir n°1-86-347 du rabia II 1406 (**20 décembre 1985**) portant promulgation de la Loi n° 30-85 relative à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ;
14. La Loi n° 24-86 promulguée par dahir n° 1-86-239 du Rabia II 1407 (31 **décembre 1986**) portant promulgation de la loi n° 24-86 instituant un impôt sur les sociétés ;
Arrêté du ministre de l'intérieur n° 18.672 du 26 mars 2018 fixant les modalités de la composition des commissions d'appel d'offres ouvert, d'appel d'offres restreint ou avec présélection, ainsi que celle du jury de concours des régions, des préfectures, des provinces et des communes ;
15. Le Décret n° 2.17.449 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des régions et de leurs groupements ;
16. La circulaire n° 75/IGSA du 22 Janvier 1982 relative à la réglementation et la législation du travail ;
17. Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3610-13 du 10/12/2013 fixant les autorités habilitées à approuver les marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.

B. TEXTES SPECIAUX :

1. La circulaire n° 2-1242/DNRT du 13/07/1987 relative au CPC applicable aux marchés des Travaux Publics.
2. Arrêtés du ministre des Travaux Publics n°127-63 du 15 mars 1963 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et circulaire d'application du 15 mars 1963 pour la conception des rétablissements des réseaux.
3. Le Cahier des prescriptions communes (C.P.C) applicables aux travaux routiers courants du Ministère de l'équipement et édité par lui, en vertu de l'arrêté n°451-83 du 6/12/82 ;
4. La circulaire n° 4/59/SGG/CAB du 12/2/59 et l'instruction n° 23/59/SGG/CAB du 6/10/59 relatives aux travaux de l'état, des Etablissements publics et des collectivités locales et les circulaires n° 1/61/CAB/SGG du 30/1/61.
5. L'instruction n°4/390/SGG/CAB du 8/7/57 relative à l'emploi de matériaux de production Marocaine.
6. La Directive pour matériaux enrobés à chaud de la DRCR de 1992.
7. Le Guide Marocain des Terrassements Routiers et le catalogue marocain des structures types de chaussées neuves.
8. La note DRCR N°2143/IT/411/92 du 22 Janvier 1992 relative à la définition des prix pour travaux sur accotements (complément du fascicule 2 du CPC).
9. La note circulaire de la DRCR n°214-22/50.5/238/340 du 11.12.1998 relative au contrôle et suivi des travaux routiers ;
10. La note DRCR n°214.23/40010/1666/99 du 2 Juillet 1999 relative à l'établissement d'un mémoire technique pour la préparation et la conduite des travaux du chantier.
11. Le document annexe au CPC relatif aux spécifications des matériaux pour accotement (DRCR – Décembre 1999).
12. Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.

ARTICLE 1.5 : Définitions

En complément aux définitions données par le décret n° 2-12-349 sus visé et par le CCAG-T, on entend par « ouvrage » : le travail à réaliser quel que soit sa nature (terrassement, chaussée, ouvrage d'assainissement, etc...).

ARTICLE 1.6 : Etendue des obligations contractuelles

Le marché comprend l'exécution et l'achèvement des travaux dans les conditions spécifiées dans les cahiers des charges, ainsi que l'entretien des ouvrages tel que défini dans le Cahier des Prescriptions Communes jusqu'à la date de la réception définitive.

A ce titre le marché comprend :

- La mobilisation de la main d'œuvre et son encadrement,
- La fourniture et la mise en œuvre de tous les matériaux nécessaires à la construction,
- La fourniture et l'exploitation durant le chantier de tout le matériel de travaux publics et autre si nécessaire,
- La construction d'ouvrages et d'installations provisoires et d'une manière générale, toutes les prestations à caractère provisoire ou définitif nécessaires à la réalisation et à l'achèvement des travaux et à l'entretien des ouvrages telles que la nécessité de ces fournitures et prestations est spécifiée par le marché ou qui en découle raisonnablement.

L'Entrepreneur doit en outre remplir les obligations suivantes :

- Vérifier la présence et la cohérence des documents techniques contractuels qui définissent de façon précise et sans équivoque les ouvrages à réaliser.
- Procéder aux études complémentaires et à l'établissement de tout document technique (note de calcul ou plans de détail) qui sont nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages.

ARTICLE 1.7 : Consistance des travaux

Les travaux à exécuter au titre du présent marché consistent en ce qui suit :

1. Travaux de terrassement :

Piste	PK Origine	Pk Fin	Largeur de la plate-forme (m)	Nature de travaux
Tronçon N°1	0+000	1+699	4,00 m	Déblai et Remblai : conformément à l'étude technique
Tronçon N°2	0+000	1+644	4,00 m	

2. Travaux de construction du corps de chaussée :

Piste	PK Origine	Pk Fin	Largeur de la chaussée (m)	Nature de travaux
Tronçon N°1	0+000	1+699	4,00 m	15 MCR ou 30 MCR selon profil en travers
Tronçon N°2	0+000	1+644	4,00 m	

3. Ouvrages d'assainissement et de protections :

Ces travaux seront réalisés conformément aux plans et détails visé « Bon pour exécution », ils consistent en ce qui suit :

- **Travaux de prolongement, ou de construction des ouvrages d'assainissement :**
- **Soutènement en Gabion**
- **Fosses bétonnés**

Il sera procédé à l'aménagement d'exutoires aux emplacements désignés par le maître d'ouvrage ou son représentant.

ARTICLE 1.8 : Description des travaux

Les travaux à exécuter au titre du présent marché, selon la consistance susmentionnée, comprennent :

1- Installation de chantier:

- Aménagement des plates-formes nécessaires aux installations générales de chantier et aux laboratoires ;

- Les panneaux de chantier ;
- Installations diverses de bureaux, magasins, ateliers, parc de véhicules et leurs raccordements aux réseaux, etc.
- Construction et entretien des pistes de chantier, des pistes d'accès au chantier, aires dépôts ainsi que leur entretien ;
- Aménagement d'aires de stockage des matériaux et leurs protections contre toute pollution ;
- Aménagement des déviations provisoires pour le maintien de la circulation ;
- Les rétablissements provisoires des accès privés ;
- Les clôtures et le gardiennage des installations de chantier ;
- Toutes les installations nécessaires pour assurer le déroulement des travaux conformément aux règles de l'art et aux conditions de sécurité.

2- Travaux topographiques : Piquetage du tracé de la piste

Avant le démarrage des travaux, il sera procédé contradictoirement par le BET, et l'entreprise aux levés topographiques du terrain naturel. Ce levé sera réalisé sur une bande de largeur minimale de 20 m tout en respectant les espacements entre profils en travers indiqués sur le dossier du projet d'exécution visé « Bon pour exécution ».

L'entreprise doit remettre le dossier du levé initial en 3 exemplaires avant le démarrage des travaux des terrassements, qui doit comprendre les cahiers des profils en travers.

Les talus après terrassement, doivent avoir une pente conforme à celle indiquée sur les profils en travers du dossier d'exécution visé « Bon pour exécution ».

Les frais des levés topographiques ainsi que la production des documents susvisés sont à la charge de l'entreprise.

3- Travaux de terrassements :

Déblais :

- Nettoyage du terrain, arrachage et abattage des taillis, broussailles, haies, anciennes souches et dessouchage d'arbres situés à l'intérieur des emprises des travaux ;
- Dépose de panneaux de signalisation, bornes kilométriques, balises et leurs repose après achèvement des travaux avec changement, par les mêmes types, des éléments et unités endommagés ;
- Préparation de l'assiette de la route et de ses dépendances par décapage et purges avec mise en dépôt provisoire ou définitif des produits extraits en dehors de l'emprise ;
- Exécution des fossés provisoires destinés à l'écoulement des eaux pendant les travaux de terrassements ;
- Blindage, étayage et captage de sources ;
- Exécution des déblais en masse et des déblais d'encaissement de la route et de ses dépendances, redans et risbermes, en terrain de toute nature, y compris la mise en dépôt des matériaux non réutilisables et les opérations de modelage des dépôts hors de l'emprise ;
- Réglage et compactage des plates-formes, talus et bermes ;
- Mise en état des dépôts, démolition et remise en état des terrains des déviations provisoires et nettoyage complet du chantier et de ses abords en fin de travaux ;
- L'exécution des fossés et des cunettes suivant les indications des plans visés « Bon pour exécution ».

Remblais :

- Fourniture, transport et mise en œuvre des matériaux pour remblai ;
- Fourniture d'eau pour humidification des matériaux ;

- Exécution des remblais pour élargissement de la plate-forme y compris la préparation des assises par purges, décapage, drainage, réglage et compactage des sols supports ;
- Décapage et reprofilage de la plate-forme existante ;
- Le réglage et le compactage de la plate-forme.

Travaux d'aménagement en couche de déglaisement

- Le réglage et compactage du fond de forme ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre des matériaux MCR et le compactage pour assises de chaussées ;
- La réalisation des planches d'essais pour la mise en œuvre de l'assise de chaussées ;

Travaux d'assainissement :

- La réalisation des déblais pour fouilles pour ouvrages d'assainissement, fossés et accotements ;
- La réalisation du béton B25 pour les ouvrages d'assainissement (muret, radiers et têtes des buses) ;
- La réalisation du béton B20 pour fossés ;
- La pose des buses en béton armé Ø 600 en CAO.
- La pose des buses en béton armé Ø 800 en CAO.
- La pose des buses en béton armé Ø 1000 en CAO.

Travaux de soutènement :

Réalisation du Gabion conformément aux plans bon pour exécution ;

ARTICLE 1.9 : Documents à fournir par l'Entrepreneur

L'entrepreneur devra fournir dans les délais prescrits les documents mentionnés dans le tableau ci-après et définis dans les fascicules du CPC pour les travaux routiers courants :

<i>Désignation du document</i>	<i>Délai</i>	<i>Références aux dispositions du CPC ou CPS ou CCAG-T</i>
Mémoire technique	15 jours après la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux	Article I-11 du présent CPS Article 41 du CCAG-T
Essais d'agrément des matériaux	15 jours avant l'utilisation de chaque matériau	Article 33 du fascicule N°1 Article 41 du CCAG-T
Cahier de chantier	Dès commencement des travaux	Article 22 du Fascicule n°1 Article 41 du CCAG-T
Cahier de réception topographique	Dès commencement de travaux	article 22 du Fascicule n°1 Article 41 du CCAG-T
Journal de chantier	Dès commencement de travaux	Article 41 du CCAG-T
Plan de récolement sous format papier et numérique	3 mois avant la réception Définitive	Article 37 du Fascicule n°1

Article I- 10- FOURNITURE DE LIANTS HYDROCARBONES

Les liants hydrocarbonés du type bitume pur et/ou bitume fluidifié sont inclus dans l'acte d'engagement de l'entreprise qui peut s'approvisionner auprès de tout fournisseur agréé.

Les frais de transport des liants hydrocarbonés, quelle que soit leur nature, ainsi que les frais de transformation éventuelle sont à la charge de l'entreprise.

La qualité des liants hydrocarbonés doit être conforme aux spécifications techniques du fascicule n° 5 cahier n°5 du CPC applicable aux travaux routiers courants complété par la note circulaire n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/98 relative au contrôle et suivi des travaux routiers.

Article I- 11- VARIANTE

Aucune offre variant n'est acceptée dans le cadre du présent marché, l'entrepreneur est tenu d'exécuter les travaux tels que présenté dans le dossier technique.

ARTICLE 1.12 : Mémoire Technique

Une fois le choix de l'attributaire provisoire du marché est arrêté, l'Entrepreneur en sera informé par lettre recommandée dans un délai de 15 jours. Dès la réception de cette information l'Entrepreneur doit préparer un projet de mémoire technique de réalisation des travaux accompagné de renseignements d'ordre général. Pour ce faire, le Maître d'Ouvrage met à la disposition de l'Entrepreneur le dossier d'étude visé " Bon pour Exécution" et éventuellement le planning prévisionnel de rétablissement des contraintes réseaux si elles sont interceptées par le projet.

Dans un délai de 15 jours après la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, l'Entrepreneur remettra au Maître d'Ouvrage, pour approbation, le mémoire technique définitif. Passé ce délai, l'Entrepreneur se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 5.1 du présent CPS.

Ce mémoire technique contiendra au minimum les indications définies ci-après et sera accompagné de tous les plans et notes techniques nécessaires.

Avant le démarrage de certaines phases de travaux, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander à l'entrepreneur des notes particulières complétant ce mémoire technique et fixer le délai de leurs remises.

Le dossier de mémoire technique doit comprendre au moins les documents suivants :

1. Rapport technique

Un rapport technique qui précise l'organisation du chantier et la méthodologie que l'Entrepreneur compte adopter pour réaliser les travaux pour chacune des tâches élémentaires (déblai, remblai, assainissement, chaussées... etc). Ce rapport comprendra une note de calcul détaillée qui indiquera la composition et les caractéristiques des ateliers de production, le nombre, le type et le rendement des engins ainsi que le rendement journalier des ateliers par poste de travail (un modèle type, à respecter impérativement, est donné en annexe 1). Le rendement des engins qui figure en annexe 1, devra tenir compte de la baisse des rendements par temps pluvieux.

2. Matériel

La liste des engins que l'Entrepreneur compte mettre en place pour réaliser les travaux prévus, avec leurs âges, états, rendements et disponibilités (un modèle type, à respecter impérativement, est joint en annexe 2). La liste des engins doit être accompagnée des fiches techniques établies par les constructeurs.

La liste du matériel fournie par l'Entrepreneur n'est pas limitative et il ne peut élever aucune réclamation si en cours des travaux, il est amené à modifier ou à compléter ce matériel. Si pour une raison quelconque, l'Entrepreneur désire retirer du chantier une partie du matériel avant l'achèvement des travaux auxquels il est destiné, il ne peut le faire qu'avec l'accord écrit du maître d'ouvrage ; cet accord laisse toutefois à l'Entrepreneur la responsabilité et les conséquences de ce retrait.

L'Entrepreneur établira un échancier d'acheminement du matériel sur le chantier ; les implications de cet échancier devront être en parfaite concordance avec le programme général des travaux.

3- Matériaux

Une note qui mentionne la provenance des principales fournitures : ciment, aciers, liants, hydrocarbonés, tout venant, granulats, ... etc , et leur conformité aux spécifications contractuelles.

Dans le cas où l'Entrepreneur compte utiliser des produits prêts à l'emploi (bétons, enrobés ou autres), il doit fournir tous les renseignements utiles sur les fournisseurs (Usines, fabricants) et sur la qualité des mêmes produits fournis à d'autres clients pendant les trois derniers mois.

L'Entrepreneur indiquera la situation la provenance, la qualité et le potentiel des gîtes des matériaux qu'il propose de retenir pour les emprunts et pour les matériaux de la couche de forme, chaussée et béton. Il précisera la composition des stations de concassage et des centrales de fabrication ainsi que leur rendement journalier. Le choix des gîtes des matériaux doit prendre en considération la sauvegarde de l'environnement contre toute forme de pollution des milieux avoisinants y compris par les rejets ou

les poussières qui seront issues des installations de concassage ou de postes de confection des matériaux noirs.

En ce qui concerne le sable, l'Entrepreneur doit indiquer la carrière de provenance et l'estimation de la quantité à extraire ou à produire. La carrière de provenance doit être autorisée selon la réglementation en vigueur. Il est à rappeler qu'en cas de fausses informations à ce sujet, le titulaire du marché est passible de sanctions prévues à l'article 138 du décret n° 02-12-349 précité.

L'entrepreneur indiquera le descriptif et l'emplacement des aires de stockage. Une carrière ne peut être considérée comme un lieu de stockage qu'après l'accord écrit du maître d'ouvrage.

4- Mouvement des terres

Le projet de mouvement des terres envisagé par l'Entrepreneur qui indique les hypothèses retenues pour les taux de réutilisation et la destination de chaque déblai, seront également indiqués les zones de dépôt ainsi que les distances moyennes pour transporter les déblais.

Le plan des mouvements des terres devra tenir compte des données climatiques et des conditions particulières de réutilisation des matériaux sensibles à l'eau.

5- Organigramme du chantier

L'organigramme du chantier qui définit les unités de direction, de gestion, de logistique, d'études, de contrôle et de production que l'Entrepreneur prévoit de mettre en place pour assurer la réalisation des travaux. Il sera accompagné de la liste nominative et des curriculum vitae du personnel de direction, de maîtrise que l'Entrepreneur compte affecter à chacune de ces unités avec mention de leur date de disponibilité et de leur fonction sur le chantier.

6- Planning des travaux

Le programme des travaux qui doit être suffisamment détaillé pour informer le maître d'ouvrage des dispositions que compte prendre l'Entrepreneur pour réaliser les travaux dans les délais prescrits.

Le planning est établi en cohérence avec :

- Les cadences prévues ;
- La réglementation en vigueur (Article 20 et 21 du fascicule n°1 des CPC ...);
- Les conditions climatiques de la zone et de la période d'exécution du chantier;
- Le délai global du marché (art 5.1 du présent CPS) ;
- Les délais partiels du marché (art 5.1 du présent CPS) ;
- En outre, le planning doit :
- Comporter les dates réelles fixées d'un commun accord avec le maître d'ouvrage;
- Faire figurer les dates d'amenées et de replis des ateliers mécaniques en cohérence avec l'annexe 1.
- Le planning des travaux doit être complété par :
- L'évolution de la main d'œuvre et du matériel en fonction du programme des travaux ;
- L'échelonnement prévisionnel des dépenses ;

7 –Hygiène et sécurité

Une note qui décrit les mesures particulières prévues de manière à assurer l'hygiène et la sécurité sur le chantier et à ses abords, tant pour les ouvriers que pour les riverains.

CHAPITRE II : PROVENANCE QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX

ARTICLE 2.1 – Provenance des matériaux

Les matériaux dont la fourniture fait partie de l'Entreprise proviendront des gisements des carrières et usines proposés par l'Entrepreneur à l'agrément du maître d'ouvrage. La demande d'agrément accompagnée des pièces justificatives doit être présentée Quinze (15) jours avant la date prévue pour l'utilisation des matériaux.

L'entrepreneur doit fournir pour chaque livraison de sable les pièces justifiant la provenance des matériaux approvisionnés (bons de livraison ou factures) et ce conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-T. Toute fourniture de sable provenant de carrière non autorisée rend l'entrepreneur passible des sanctions prévues par le décret n° 02-12-349 précité.

ARTICLE 2.2 : Qualité des matériaux

La qualité des matériaux destinés à la réalisation des ouvrages objet du présent marché est celle définie par :

- Les cahiers du fascicule n° 5 du CPC pour les travaux routiers courants relatifs aux chaussées, Ces cahiers sont complétés et modifiés par les dispositions de La note circulaire relative au contrôle et suivi des travaux routiers de la DRCR n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/1998.
- La note circulaire de la DRCR n° 214.22/40900/2425/2004 du 14/07/2004 relative à la nouvelle Norme pour la mesure de la valeur de bleu de Méthylène.
- Les spécifications de la note de la DR du 22/01/1992 pour matériaux d'accotement.

***Matériaux pour couche déglaisement (M.C.R)**

Les matériaux pour couche de roulement (MCR) doivent répondre aux spécifications du « **catalogue de structures type de chaussées pour les routes rurales** »

ARTICLE 2.3 : Contrôle des matériaux

La nature et la périodicité des essais de contrôle des matériaux sont fixées par les fascicules 3,4 et 5 du CPC applicable aux travaux routiers courants et sont complétés et modifiés par les dispositions de La note circulaire concernant le contrôle et le suivi des travaux routiers de la DRCR n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/1998 conformément aux tableaux, ci-dessous.

1. Essais préliminaires d'agrément :

Ces essais sont à la charge de l'Entrepreneur. Ils sont fournis dans les conditions prévues au présent Marché.

Ces essais seront exécutés pour chaque carrière ou usine proposée par l'Entrepreneur. Leurs résultats devront être conformes aux spécifications du présent marché.

2. Essais de recette :

Ces essais sont à la charge exclusive du maître d'ouvrage, et seront effectués par lot. par ailleurs l'entrepreneur doit définir le programme des essais et de contrôle conformément aux cadences réglementaires ci-dessous, selon sa cadence d'avancement des travaux, et informer le maître d'ouvrage seul habilité à faire ces contrôles pour effectuer les essais au moins 48 h avant la date du contrôle.

Aucune tolérance autre que celles fixées dans le présent marché ne sera admise.

Les matériaux ne répondant pas aux conditions requises seront refusée et mis en dépôt hors du chantier par les soins et aux frais de l'Entrepreneur.

IL EST EXPRESSEMENT PRECIS QUE LES FRAIS DE REPRISE DES ESSAIS NON CONCLUANTS SONT A LA CHARGE DE L'ENTREPRENEUR. DANS LE CAS ECHEANT, CES DEPENSES SERONT DEDUITES DES ACOMPTES DE L'ENTREPRISE DUES PAR L'EXECUTION DU PRESENT MARCHE.

1. **Matériaux pour couche de déglaisement**

Désignation du matériau	Qualité à contrôler	Nature de l'essai	Fréquence de l'essai
- Matériaux pour couche Déglaisement	- Granularité - Propreté - Teneur CaCO3	- Granulométrie - I.P - Teneur CaCO3*	- Chaque 1000 m3 - Chaque 1000 m3 - Chaque 1000 m3

CHAPITRE III : MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 3.1 : Plans des Ouvrages Provisoires

Les plans et notes de calcul des éventuels ouvrages provisoires sont à la charge de l'Entrepreneur qui les soumet à l'approbation du Directeur Provincial de l'Équipement Quinze Jours (15) avant le début de réalisation des dits ouvrages.

Dans le cas où l'aménagement des pistes de déviation latérales nécessite l'occupation des terrains des particuliers, les frais de cette occupation seront à la charge de l'Entrepreneur.

ARTICLE 3.2 : Installations générales de chantier

L'Entrepreneur soumettra au maître d'ouvrage le projet de ses installations de chantier dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'approbation du marché.

En général les installations de chantiers tiennent compte des éléments suivants :

1. Généralités :

L'installation et l'aménagement du chantier font l'objet de plusieurs articles regroupés en une seule position. Cette position comprend l'installation propre à l'entreprise, ainsi que des aménagements destinés au maître d'ouvrage.

Avant de remettre son offre, l'entrepreneur est tenu de se renseigner sur l'emplacement du chantier, les chemins d'accès, la place disponible pour le stockage. En outre, il doit reconnaître les difficultés qui se posent lors de l'exécution.

Les travaux se feront sous circulation et l'entrepreneur ne pourra interrompre la circulation sur les routes que dans le cas où le maître d'ouvrage en reconnaîtrait la nécessité absolue et lui en donnerait l'autorisation pour une époque et un délai déterminé.

Cette prestation ne donnera droit à aucune indemnité spéciale de la part du maître d'ouvrage.

La circulation pour piétons et pour les véhicules prioritaires tels que les ambulances, pompiers, etc. doit être garantie en permanence.

2. Aire de chantier et gardiennage

L'aire de chantier devra permettre le stockage de la totalité des fournitures, la réalisation des installations du chantier y compris celles nécessaires pour abriter le matériel et les équipements du soumissionnaire, l'atelier garage, le local technique pour groupe électrogène le cas échéant, les locaux pour le maître d'ouvrage, les logements du personnel de l'entreprise et ses bureaux.

L'entrepreneur pourvoira au gardiennage du chantier et des installations du chantier. La période de gardiennage couvrira toute la durée des travaux jusqu'à la réception de ceux-ci. Le coût du gardiennage pour la totalité de l'aire de chantier est compris dans le poste installation de chantier.

3. Local du maître d'ouvrage

L'entrepreneur sera tenu de mettre à la disposition de l'Administration au démarrage des travaux un local de chantier pour le personnel de contrôle des travaux qui sera implanté à proximité des installations de chantier de l'entreprise.

Le local du chantier de dimensions 4,00 x 9,00 sera équipé d'une table de réunion, (6) six chaises en skaï, armoires et tableaux d'affichage etc ...

4. Repli du chantier

Après la fin des travaux les installations seront repliées et le site remis en état et nivelé. Tous les débris et déchets résultant du repli du chantier seront évacués dans des lieux de décharge indiqués par le Maître d’Ouvrage dans le délai indiqué au présent marché, dans les conditions fixées aux articles 5.1 et au §4 de l’article 5.5 du présent CPS.

Les frais du repli du matériel et des installations du chantier sont compris dans le prix de l’installation du chantier.

ARTICLE 3.3 : Emplois des explosifs

L'emploi des explosifs est régi par l'article 24 du fascicule n° 1 du CPC pour les travaux routiers courants. L'entrepreneur ne pourra se prévaloir des délais nécessaires à l'obtention des autorisations réglementaires pour justifier d'un allongement du délai d'exécution.

ARTICLE 3.4 : Conditions particulières d'exécution

Les conditions d'exécution des travaux sont celles définies par les cahiers constitutifs des fascicules 3,4 et 5 du CPC applicable aux travaux routiers courants, complétées comme suit :

- Chaussée

Le corps de chaussée sera réalisé conformément aux plans bons pour exécution ;

A la demande du maître d’ouvrage, il sera procédé au sablage de l’imprégnation à raison de 5 l/m2 de grains de riz 2/4 sans demande d’indemnité par l’entreprise.

Les dosages en liant et granulats pour imprégnation et revêtement superficiel sont proposés par l'entrepreneur. Ils sont arrêtés à la suite d'une planche d'essai effectuée aux frais de l'Entrepreneur sous le contrôle d'un laboratoire agréé par le maître d’ouvrage. La longueur minimale de la planche d’essai sera fixée par le maître d’ouvrage.

Si la nature des granulats fournis par l'entrepreneur nécessite un dopage, celui-ci est réalisé suivant les modalités proposées par l'entrepreneur et acceptées par le Directeur Provincial de l'Equipeement et du Transport sans aucune plus-value.

Le maître d’ouvrage peut ordonner le recours à l'une ou l'autre catégorie des liants qu'elle estime la plus appropriée compte tenu de la période d'exécution des travaux et de la particularité des granulats (nature, qualité ...).

L'élimination des rejets et des granulats roulants sera effectuée par balayage.

- Accotements

Les accotements seront réalisés conformément aux plans bons pour exécution ;

La fourniture et la mise en œuvre des matériaux pour accotement sur la largeur prescrite par le profil en travers type visé "Bon pour Exécution". Les accotements sont compactés à 95% de l’OPM.

- **Fossés** : seront réalisés conformément aux plans bons pour exécution

ARTICLE 3.5 : Contrôle des Travaux

1. La nature et la fréquence des essais de contrôle des travaux de terrassements sont celles définies par le fascicule n° 3 du CPC applicable aux travaux routiers courants.
2. La nature et la périodicité des essais préliminaire d'information (catégorie A) de contrôle des travaux de terrassement (catégorie A), des contrôles de qualité (catégorie B) et des contrôles des réceptions (catégorie C) sont fixées par le fascicule n° 4 ainsi que par les cahiers constitutifs du fascicule n° 5 du CPC pour les travaux routiers courants. Ces dispositions sont aussi applicables au contrôle d'exécution des accotements qui sont assimilés à des assises non traitées.
3. Aucune tolérance en moins ne sera acceptée en ce qui concerne les épaisseurs des assises en GNF1 et GNB pour chaussées. Si un contrôle d'épaisseur fait apparaître une insuffisance de matériaux par rapport aux prescriptions du présent CPS ou aux ordres de service de l'ingénieur, l'entrepreneur sera tenu de faire l'apport complémentaire de matériaux de qualité équivalente ou supérieure et de reprendre la finition de la couche.
4. Les tolérances d'exécution pour le surfacage de la plate-forme et le réglage des talus sont de :
 - 3 cm pour le profil de la plate-forme.
 - 10 cm pour les talus non revêtus et ce conformément à l'article 12.4 du fascicule n°3 du CPC.

ARTICLE 3.6 : Réunion de Chantier

L'entrepreneur ou son représentant agréé est tenu de se rendre personnellement aux convocations du maître d'ouvrage et d'accompagner les représentants de cette dernière sur les chantiers lors des visites périodiques et de leur donner les explications sur les travaux. La périodicité des visites est fixée par le maître d'ouvrage ou par l'ingénieur chargé du suivi du chantier qui pourra dans les mêmes conditions fixer toute visite exceptionnelle sous préavis de vingt-quatre heures.

Il sera dressé pour chaque réunion, un procès-verbal qui sera contresigné par le maître d'ouvrage et l'Entrepreneur en fin de séance.

Dans le cas où l'Entrepreneur est absent ou refuse de contresigner le procès-verbal, celui-ci lui est notifié par ordre de service.

Lors des visites de chantier, l'Entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions pour rendre accessible la totalité des lieux d'opérations dans des conditions de sécurité totale. Il devra faciliter toute opération de mesure et tenir à disposition tout document nécessaire à la bonne conduite des travaux et toute fiche d'essai de matériaux reçu sur le chantier ou mis en œuvre.

ARTICLE 3.7 : Maitrise d'œuvre

Le maître d'ouvrage est la région Fès-Meknès et la supervision sera assurée par l'AREP de la région Fès-Meknès en coordination avec La province et la commune, et la maîtrise d'œuvre sera assurée par le BET.

CHAPITRE IV : MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

ARTICLE 4.1: Mode de mesurage

Les quantités d'ouvrages seront évaluées :

- Pour les travaux de terrassement il sera appliqué la méthode directe "au profil de terrassement " les volumes résultants de la comparaison des profils et des plans levés contradictoirement avant et après exécution et pris en attachement (par le système des métrés dressés après exécution). Tout commencement d'exécution avant l'établissement contradictoire des profils et plans cotés de référence équivaut à l'acceptation par l'entrepreneur des profils et plans cotés établis par l'administration.
- Pour les ouvrages d'assainissement par le système des métrés dressés après exécution.
- Pour les travaux de chaussée, par le système des métrés dressés après exécution.

Il est expressément précisé que les surépaisseurs en matériaux données aux assises de chaussée ou aux accotements pour leur mise au profil ne seront pas prises en compte. Les frais occasionnés par ces surépaisseurs sont réputés inclus dans les prix correspondants du bordereau.

ARTICLE 4.2 : Définition des prix

Les définitions des prix sont celles données par les listes des prix annexées au fascicule n° 2 du CPC relatif aux clauses financières communes applicables aux travaux routiers courants, par la note circulaire concernant le contrôle et le suivi des travaux routiers de la DRCR n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/1998 et par la note de la DRCR n° 2143/IT/411/01/92 du 22/01/1992 pour les matériaux d'accotement.

Les prix unitaires sont présentés par l'entrepreneur hors TVA. Cette dernière est rajoutée par la suite au total hors TVA.

Il est rappelé qu'en cas de changement du taux de la TVA durant la période du marché, ce changement est pris en compte par la révision des prix par l'adoption de l'index correspondant.

Les prix non prévus par ces listes sont définis comme suit:

Prix n° 1. Installation du chantier

Ce prix **au forfait** rémunère la préparation d'un mémoire technique, l'amenée, le repli du matériel sur chantier comprenant matériel de fabrication, de transport et de mise en œuvre.

Il sera détaillé par l'entreprise suivant l'organisation qu'elle envisage de mettre en place. Il comprend aussi toutes les dispositions prévues par l'article 3-2 du présent CPS.

Une fraction égale aux deux tiers (2/3) de ce prix sera réglée lorsque l'installation de chantier est achevée.

Le solde sera réglé après achèvement des travaux, remise en état des lieux et repliement du chantier.

Ce prix ne doit pas dépasser 5% du montant de l'acte d'engagement H TVA.

Prix n° 2 : Piquetage

Ce prix rémunère **au kilomètre** le piquetage général, spécial et complémentaire, ainsi que le déport de l'axe de la chaussée conformément aux plans visées "Bon pour exécution", et qui doit être maintenu et conservé au frais de l'Entrepreneur jusqu'à la fin du chantier.

Il comprend notamment (à titre d'indicatif et non limitatif) :

- La réalisation d'une polygonale de base ;
- Le piquetage général du tracé de la route, des ouvrages d'Art à partir des bornes de polygonale de base
- Le piquetage complémentaire
- La conservation des bornes de la polygonale de base des bornes d'emprise.
- La réimplantation des bornes disparues ;
- Les travaux de déport d'axe ;
- L'implantation des autres ouvrages ;

- La réimplantation en cours et en fin des travaux.

La longueur prise en compte est égale à la longueur de l'axe de la chaussée projetée

Prix n°3 : Déplacement de poteau électrique BT

Ce prix rémunère à l'**unité** les travaux de déplacement des poteaux d'électricité Basse tension existants.

Les travaux doivent être réalisés en partenariat et en collaboration avec ONEE (branche électricité).

L'ouvrage sera payé pour l'ensemble à l'**unité** y compris étude, participation, travaux d'exécution, mise en œuvre, terrassement, dépose, pose, socle en BA, fixation et remise en état du câble quel que soit sa nature et sa longueur et toutes autres sujétions, ces travaux sont à exécuter soigneusement, en cas de casse lors de la dépose ou pose la fourniture d'un nouveau poteau est à la charge de l'entreprise sans aucune plus-value. L'entreprise est tenue de se présenter sur les lieux pour le constat des travaux objet de ces déviations, L'entrepreneur ne pourra faire valoir une incompréhension ou mauvaise interprétation pour la réalisation des travaux objet de cet article, il effectuera toutes les relations avec le distributeur concernant l'exécution du présent prix (les frais, les peins et soins, collecte d'informations, demandes de réception, ...) et toutes autres prestation nécessaire au déviation des poteaux d'électricité existant.

Prix n°4 : Dépose et pose de clôtures existantes

Ce prix rémunère au **mètre linéaire** la dépose et soigneusement et pose des clôtures désignées par le maître d'ouvrage, y compris le chargement, le transport et la mise en décharge appropriée de l'ensemble ou vers un lieu de stockage déterminé par le Maître d'Ouvrage.

Prix n°5 : Transplantation des arbres

Ce prix rémunère à l'**unité** la transplantation soigneusement des arbres (principalement des oliviers) de divers taille et types qui empiètent le nouveau tracé, suivant indications du Maître d'ouvrage, charge et transport aux endroits désignés, y compris toute sujétions.

Prix n°6 : Déblais en terrains de toutes natures

En plus des prescriptions du prix B4.1 du fascicule n° 2 du CPC, Ces prix rémunèrent au **mètre cube**, mesuré suivant le mode d'évaluation des travaux indiqué par le CPS les déblais en terrains de toutes natures, y compris le rocher, pour ouverture des fossés et ouvrages conformément au plan visé (bon pour exécution). Il comprend aussi :

- les décapages en terrains de toutes natures, y compris l'enlèvement de tout arbre, buisson et autre objet susceptible de gêner l'exécution des travaux ou de compromettre l'homogénéité des remblais et la qualité de leur liaison avec le terrain naturel.
- L'extraction, le rechargement, le transport, le déchargement et la mise en dépôt provisoire ou définitive.
- Abattage des arbres et arbustes.
- Le réglage des talus, le réglage et le compactage de la plate-forme.
- L'ouverture des fossés incorporés dans les profils et leur exutoire éventuel.
- Ainsi que les sujétions résultantes des documents contractuels.
- La mise en dépôts définitifs.

Prix n°7 : Remblais

En plus des prescriptions du prix B4.3 du fascicule n° 2 du CPC, ces prix rémunèrent au **mètre cube** mesuré suivant le mode d'évaluation des travaux indiqué par le CPS les remblais pour corps de piste en matériaux conforme aux spécifications du CPS et au CPC, soigneusement compactés pour confection de la plate-forme conformément au plan visé « Bon pour exécution » et également pour le remblaiement des ouvrages. Il comprend :

- L'extraction, le chargement, le transport, le déchargement au lieu d'emploi des matériaux provenant d'emprunt.
- Le réglage et compactage méthodique des remblais par voie humide y compris la fourniture de l'eau et son épandage.
- Le réglage des talus, le réglage et le compactage de la plate-forme, ainsi que les sujétions résultants des documents contractuels.

Prix n°8 : Couche de déglaisement :

Ce prix rémunère au mètre cube compacté la fourniture, le transport et la mise en œuvre des matériaux pour couche de roulement répondant aux spécifications du présent CPS sur une épaisseur de 15 ou 30cm selon plan du BET visés « bon pour exécution », Le matériau à mettre en œuvre pour l'aménagement de la piste sera en M.C.R concassé (Matériaux pour couche de roulement), l'entrepreneur ne peut commencer la mise en œuvre qu'après approbation du matériau.

Prix n°9 : Déblais pour fouilles

Ce prix rémunère au mètre cube la réalisation des déblais en tranchée ou en puits en terrain de toute nature, toute profondeur, y compris évacuation des déblais en excédent, blindage et étaieement des fouilles en cas de terrain inconsistant.

Prix n° 10 : Remblais pour fouilles

Ce prix rémunère au mètre cube la réalisation des remblais au niveau des tranchées ou des puits de toute profondeur, y compris Compactage des remblais.

Prix n°11 : Buse armé Ø600 en CAO

Ces prix rémunèrent au mètre linéaire mesuré suivant le mode d'évaluation des travaux indiqué par le CPS la fourniture , la fabrication , la pose et l'exécution complète de buse Ø 600 en béton armé type CAO135 A, conformément aux prescriptions du présents CPS , IL comprend :

- Fourniture et pose de lit de sable de 10cm d'épaisseur
- La pose des buses quelle que soit la profondeur de réglage de fil d'eau
- Toutes sujétions de découpe de buse selon la longueur et le biais indiqués dans les plans visés « Bon pour exécution ».

Prix n°12 : Buse armé Ø800 en CAO

Ces prix rémunèrent au mètre linéaire mesuré suivant le mode d'évaluation des travaux indiqué par le CPS la fourniture , la fabrication , la pose et l'exécution complète de buse Ø800 en béton armé type CAO135 A, conformément aux prescriptions du présents CPS , IL comprend :

- Fourniture et pose de lit de sable de 10cm d'épaisseur.
- La pose des buses quelle que soit la profondeur de réglage de fil d'eau.
- Toutes sujétions de découpe de buse selon la longueur et le biais indiqués dans les plans visés « Bon pour exécution ».

Prix n°13 : Conduite PEHD DN63 PN16

Ce prix rémunère au mètre linéaire, la fourniture et pose de conduite PEHD DN63 PN16, y compris tranchées, raccords, découpes, chutes, coudes, tés, joints, collages, fouille en tranchées dans tous les terrains à une profondeur de 100 cm, remblai, grillage, avertisseur et toutes sujétions de fournitures et de pose. Tous les raccords, tes, manchons, coudes et autres seront réalisés dans les Règles de l'art. Les essais seront effectués à la pression de 10 kg/cm² avant remblaiement.

Ouvrage payé au mètre linéaire de conduite fourni et posé, y compris assemblage, coudes, tes et toutes sujétions de pose et de raccordement.

Prix n° 14 : Béton B15

Ce prix rémunère au mètre cube et comprend les bétons de propreté de 10cm d'épaisseur dosés à 200 Kg de ciment par m3 qui seront mis en dans les ouvrages ou partie des ouvrages, définis par les plans. Il s'applique au mètre cube de béton mis en place.

Prix n°15 :Béton B20 dosé à 300kg

Ce prix rémunère au mètre cube la mise en œuvre du béton de classe B3 pour les têtes des ouvrages Il comprend toutes sujétions de fourniture et de mise en œuvre.

Prix n° 16 : Béton B25 dosé à 350 Kg/m3 y compris armatures

Ce prix rémunère au mètre cube les bétons dosés à 350 Kg de ciment par m3 y compris armatures qui seront mis dans les ouvrages ou partie des ouvrages, définis par les plans du BET visés « Bon pour exécution ». Il s'applique au mètre cube de béton mis en place.

Prix n° 17 : Gabions

Ce prix rémunère au mètre cube de gabions exécuté suivant les prescriptions du prix n° C-4-7 du fascicule n° 2 du CPC tel que complété par les prescriptions du présent CPS.

Ce prix rémunère l'exécution des gabions, y compris les déblais de Fouilles, la fourniture et la mise en œuvre des treillis métalliques, fils de ligatures et des moellons de remplissage.

Il s'applique au mètre cube de gabion, les quantités à prendre en compte étant calculé d'après leur volume en place dans la limite du volume théorique défini par les dessins « Bon pour exécution ».

Prix n°18 : Cunette en béton

Ce prix rémunère au mètre linéaire l'exécution de cunette en béton B25 suivant détail fourni par le BET et toute sujétion liée à leur façonnage.

ARTICLE 4.3 : Sous Détail des Prix

L'Entrepreneur devra joindre à son offre le sous détail des prix de tous les prix du bordereau des prix détail estimatif du présent CPS, conformément au modèle de l'annexe 3.

ARTICLE 4.4 : Règlement des Travaux

Le règlement des travaux s'effectuera par l'application des prix unitaires du bordereau des prix aux quantités d'ouvrages réellement exécutées et régulièrement constatées.

L'entreprise doit fournir à ses frais au " Maître d'Ouvrage ", un rapport photo en 2 exemplaires avant l'établissement de chaque attachement provisoire, illustrant toutes les phases de réalisation des prestations de chaque prix du bordereau des prix détail estimatif du présent marché, ainsi que toutes sujétions diverses.

ARTICLE 4.5 : Révision des prix

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité et de, l'arrêté du chef de gouvernement n°3-302-15 du 27 novembre 2015 fixant les règles et conditions de révision des prix, les prix du présent marché sont révisables par application des formules suivantes :

$$P = P_o * (0.15 + 0.85 * (TR3 / TR3_o))$$

Dans laquelle :

P = prix hors taxe révisé de la prestation considérée

P_o = prix hors taxe initial de cette même prestation

TR3 et TR3_o = index global relatif aux travaux de construction de plate-forme tel que défini dans l'arrêté du chef de gouvernement n°3-302-15 du 27 novembre 2015.

Les valeurs initiales des index sont celles du mois de la date de la séance d'ouverture des plis.

Les valeurs à prendre en compte pour la révision des prix sont celles du mois de réalisation des prestations.

CHAPITRE V : PRESCRIPTIONS - DIVERSES

ARTICLE 5.1 : Délai d'Exécution - Pénalité de Retard Délai d'Exécution

Le délai d'exécution global du présent marché est fixé à **06 (six) Mois** à compter du lendemain du jour de notification de l'ordre de service prescrivant à l'Entrepreneur de commencer les travaux.

Pénalité de retard :

A défaut par le titulaire du marché d'avoir terminé les travaux dans le délai fixé ci-dessus, il lui sera appliqué, sans préjudice des mesures qui pourraient être prises par l'administration en application de l'article 65 du CCAG-T une pénalité de : 1/1000 du montant total du marché par jour calendaire de retard. Plafonné à 8% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants.

PENALITES PARTICULIERES :

En cas de retard dans la remise des plans de récolement, il sera appliqué les dispositions de l'article 66 du CCAGT, **une pénalité particulière de (un millième) 1‰ par jour de retard du montant du marché** éventuellement modifier ou compléter par les avenants intervenus, sans pour autant dépasser un plafond de 2 % (deux pour cent) du montant initial du marché.

Ces sommes seront défalquées de la retenue de garantie.

ARTICLE 5.2 : Cautionnement provisoire et définitif

Le montant du cautionnement provisoire est **fixé à Huit Mille Dirhams (8 000,00 Dhs)**.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché. Cette caution doit être constituée dans un délai de 20 jours à compter de la date de notification de l'approbation du marché.

ARTICLE 5.3 : Nantissement

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché, il est précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues, sera opérée par les soins de Monsieur le président du conseil de la région de Fès-Meknès
- 2- Le Fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du présent marché, ainsi qu'aux bénéficiaires des nantissements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du dahir du 28 Août 1948 tel qu'il a été modifié et complété par les dahirs du 31 Janvier 1962 et du 29 Décembre 1962, est Monsieur le président de la région de Fès-Meknès.
- 3- Les paiements prévus au présent marché, seront effectués par le Trésorier régional de Fès-Meknès, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Conformément aux dispositions du § 5 de l'article 13 du C.C.A.G-T, le maître d'ouvrage délivre à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention « exemplaire unique » destiné à former titre de nantissement.

Les frais de timbre de l'exemplaire remis au titulaire du marché, ainsi que les frais de timbre de l'original conservé par l'administration sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE 5.4 : Emplacements mis à la disposition de l'Entrepreneur

L'Entrepreneur pourra disposer pour les installations de son chantier, le stationnement de son matériel et le dépôt provisoire des matériaux du domaine public constituant les emprises des routes classées à condition que les emplacements choisis ne présentent aucun danger ni gêne à la circulation. Ces emplacements seront remis en leur état initial dans le délai de 30 jours qui suivra la réception provisoire des travaux.

ARTICLE 5.5 : Désignation des carrières

Les matériaux pierreux entrant dans l'exécution des travaux proviendront soit des carrières existantes soit des carrières à ouvrir conformément à la circulaire conjointe du Ministre de l'Intérieur et le Ministre de l'Equipement n° 87 du 8 Juin 1994 relative à l'ouverture et l'exploitation des carrières.

L'Entrepreneur soumettra à l'agrément du maître d'ouvrage les carrières qu'il a choisies. Les propositions devront être accompagnées de toutes les justifications nécessaires relatives à la nature de la roche en place, à ses conditions d'exploitation et aux quantités de matériaux que peuvent fournir ces carrières.

L'Entrepreneur fera son affaire des démarches nécessaires pour l'obtention des autorisations d'exploitation des carrières. Les droits de carrières ou taxes d'extraction à acquitter seront à sa charge à raison des tarifs en vigueur.

En plus des dispositions prévues au CCAG-T la réception définitive sera approuvée jusqu'au moment où l'entrepreneur aura satisfait toutes les observations du Maître d'Ouvrage concernant la fermeture des carrières les emprunts, et la remise en état lieu.

ARTICLE 5.6 : Signalisation temporaire de chantier

L'Entrepreneur est tenu de mettre en place de jour comme de nuit une signalisation adéquate de chantier et d'appliquer les mesures de sécurité nécessaire au maintien de la pérennité et de la sécurité de la circulation.

Le délai d'installation de cette signalisation est de sept jours (07) à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux qui en aucun cas ne peuvent démarrés avant la mise en place de la signalisation et sa réception par l'administration.

L'entrepreneur est invité, avant démarrage des travaux , de faire réceptionner la pose des panneaux de signalisation temporaire du chantier (panneaux ,gyrophares et cataphotes,...) conformément au schéma itinéraire de signalisation temporaire approuvé au mémoire technique et établi sur la base de la « Directive sur la signalisation temporaire des chantiers routiers »et la note circulaire n° 215.30/15/08 du 03 mars 2008 de la direction des routes .ils doivent relater les différents cas des travaux qui seront exécutés.

Tout constat par le maitre d'ouvrage délégué de l'absence de la signalisation temporaire ou manquement à l'une des prescriptions prévues au schéma d'itinéraire des panneaux de signalisation temporaire de chantier, même pour un seul dispositif de signalisation, entraine pour l'ensemble la non application du prix correspondant et l'application de la pénalité prévue ci –après (remplacement de panneaux).

Les panneaux doivent être neufs ou en bon état, lisses et résistants aux intempéries et devront être confectionnés par un fabricant ayant la qualification et de classification des entreprises du BTP.

Les finitions (teinte de fond, écritures ou autres indication) seront soumises et approuvées par le maitre de l'ouvrage délégué.

La signalisation doit faire de gardiennage de jour comme de nuit prévenir le risque de vol et de déplacement en temps venteux et pluvial. Tout panneau inexistante, défectueux ou ne répondant aux exigences du maitre d'ouvrage délégué, quelque ce soit la cause ayant entraîné cet état, dit être systématiquement remplacé.

Les gyrophares en nombre compatible avec les impératifs de la sécurité des usagers, doivent être installés dès la tombée de la nuit. Toute défectuosité de ces gyrophares doit être réparée rapidement pour éviter le risque d'accident sur chantier. le nombre des gyrophares doit être égal au mois à quatre (04) , il pourrait être majoré selon les impératifs du chantier.

En cas de carence de l'entrepreneur dans la mise en place, l'entretien et le maintien de la signalisation temporaire du chantier routier dans un parfait état, le maitre d'ouvrage délégué ou son représentant sur simple constat consigné au cahier de chantier ou envoyé par fax, appliquera automatiquement une pénalité, détaillée ci-après, jusqu'à la levée de la non-conformité constaté également par un PV de constat de chantier.

L'intervention du maitre d'ouvrage délégué ne dégage pas pour autant la responsabilité de l'entrepreneur.

L'entreprise doit maintenir, à sa charge et sans aucune indemnité, la signalisation temporaire du chantier (y compris le gardiennage et l'entretien des dispositifs et des panneaux de la signalisation temporaire) même en cas dépassement des délais contractuels et pendant les périodes d'arrêts du chantier.

La signalisation temporaire du chantier est composée de trois postes :

- ✓ **Une signalisation globale du chantier composé de :**
- Deux (2) panneaux de **3x2** m portant les indications détaillées en **annexe 4**.
- Deux (2) panneaux de **2x1** m portant les indications détaillées en **annexe 5**.

- Un lot de panneaux de danger de type 900, de panneaux de déviation de type 940, de dispositifs temporaires de type 910 à 920, de panneaux d'indication de type 930.

Ces panneaux doivent être en qualité suffisante, de gamme normale et fixés sur support de 2,5 ml. Ils seront posés selon les indications du M.O délégué et doivent être installés dans les zones de travaux fixes ou mobiles sur le chantier, conformément au schéma d'itinéraire des panneaux de signalisation temporaire de chantier.

- Des piquets (913) à poser le long des sections de la route qui présentent une différence de cote par rapport au niveau de la couche de roulement suite à des décaissements par le renforcement ou l'élargissement de la plateforme. Ces piquets doivent être posés les dix (10) mètres linéaire et déplacer à chaque fois que c'est nécessaire.

- Des lots de panneaux, de balises d'alignement (912), de piquets (913), de dispositifs coniques (914), de barrières (916) ou de séparateurs modulaires de voie (920), à mettre en place en qualité suffisante, au niveau de chaque atelier ou zone de travaux et à déplacer selon l'avancement de ces ateliers ou zones de travaux.

Ces panneaux ainsi que leurs supports doivent être à l'état neuf et doivent être réceptionnés par le maître d'ouvrage délégué avant et après leur pose.

De même l'entrepreneur est tenu de mettre en place une signalisation nocturne constituée de feux jaunes, gyrophares, clignotants, flasheurs,....

Par ailleurs, l'entrepreneur est tenu d'assurer le gardiennage du dispositif de signalisation décrit ci-dessus jour et nuit.

Tous ces panneaux doivent être fixés sur des socles en béton de part et d'autre du chantier. Ces socles devront permettre aux panneaux de résister aux vents forts. La composition des écritures de ces panneaux sera remise par l'administration pour modèle à suivre par l'entreprise

✓ **Le remplacement des panneaux :**

Dès constat par le maître d'ouvrage délégué qu'un ou plusieurs panneaux qui ne sont propres ou en bon état, détériorés ou endommagés,...quelque ce soit la cause conduisant à ce constat y compris les dommages causés par le personnel ou les engins de l'entreprise ; celui-ci est invité à leur remplacement y compris support éventuellement dans les 24 heures sous peine d'une pénalité de deux mille dirham (2.000 DH) par jour de calendrier de retard. Cette pénalité est déduite d'office dans les décomptes sur la base d'un PV établi par le maître d'ouvrage délégué.

✓ **Règles générales de la pose ou la dépose des signaux :**

En règle générale, en dehors des détournements de circulation, la pose des panneaux doit se faire comme suit :

❖ S'il n'est pas possible de les implanter tous en même temps, les panneaux sont d'abord disposés à plat sur l'accotement ;

❖ Le premier panneau à découvrir doit être le signal de danger annonçant le chantier ou le danger ; il faut veiller à ce que chaque panneau soit visible et éviter qu'il soit placé juste après un virage ou un sommet de cote, dans une zone d'ombre, derrière la végétation ou des équipements de la route. Puis les autres panneaux de la signalisation d'approche sont posés. Enfin, on met en place la signalisation de position et la signalisation de fin de prescription. Dans le cas des déviations, il est nécessaire de commencer par la mise en place du jalonnement de l'itinéraire. La pré-signalisation est ensuite posée et enfin la signalisation de position.

Les panneaux doivent généralement être enlevés dans l'ordre inverse de la pose, dès que les panneaux cessent d'être utiles, afin d'assurer, à tous moments, la cohérence du dispositif en place.

Si certains dangers subsistent après l'achèvement des travaux, il convient de les signaler.

Si la signalisation permanente a été modifiée durant les travaux, il convient de la rétablir.

ARTICLE 5.7 : Sujétions diverses

1. Sujétions résultant du maintien des communications. Pendant l'exécution des travaux, la circulation routière au droit du chantier pourra être soumise aux restrictions ci-après :

IL ne sera procédé à des déviations provisoires que sur autorisation du maître d'ouvrage au droit des travaux afin de permettre l'exécution de ceux-ci dans de bonnes conditions. Ces déviations auront

une longueur au plus égale à deux (2) km et seront bien entretenues régulièrement d'une manière bien soignée en ce qui concerne le nivellement, l'arrosage, la signalisation ...

2. Sujétions résultant de l'exécution simultanée de travaux étrangers à l'entreprise

Les travaux visés à l'article 46 du paragraphe Ib du CCAG-T sont élargis à tous les travaux qui se réaliseront simultanément avec ceux du présent marché.

ARTICLE 5.8 : Déplacement des réseaux

Pour tous les réseaux, l'entreprise procédera à leur découverte en réalisant des tranchées par ses propres moyens et en présence des représentants des organismes concernés pour éviter les risques de détériorations de ces réseaux.

L'entrepreneur reste seul responsable en cas de détérioration ou dégâts causés à ces réseaux au moment de la réalisation des travaux et tout déplacement éventuel dudit réseau.

ARTICLE 5.9 : Recrutement et paiement des ouvriers

Les formalités et prescriptions de recrutement des ouvriers sont celles prévues par les dispositions de l'article 23 du CCAG-T.

ARTICLE 5.10 : Mesures de sécurité et d'hygiène

Les mesures de sécurité et d'hygiène sont celles prévues dans le présent CPS. Les dispositions prévues à ce sujet à l'article 33 du CCAG-T doivent être strictement observées.

ARTICLE 5.11 : Approbation du marché

Le marché ne sera valable définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 5.12 : Sous traitance

Les conditions de sous – traitance sont régies par les dispositions de l'article 158 du décret n°2-12-349.

ARTICLE 5.13 : Représentation de l'entreprise

Par application de l'article 21 du CCAG-T, l'entrepreneur devra avant commencement des travaux, désigner nominativement la personne habilitée à signer les attachements, celle-ci devra résider sur le chantier.

Article 5 -14 : Domicile de l'entrepreneur

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir rempli les obligations qui lui sont imposées par les documents contractuels, toutes les notifications lui seront valablement faites à l'adresse indiquée au présent marché.

Article 5 -15 : Délai de notification et de l'approbation du marché

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis. Les conditions de propagation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 153 du décret n° 2-12-349.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée, à sa demande, de son cautionnement provisoire, le cas échéant.

Article 5.16 : Documents à mettre à la disposition du titulaire

Pour mémoire (voir article 13 & 3, 4 et 5 du CCAG-T)

Les documents, autres que ceux contractuels, qui peuvent être remis au Titulaire sur sa demande pour l'accomplissement de son travail sont :

- Le projet d'exécution portant la mention « Bon pour exécution ».
- Le plan de la signalisation temporaire du chantier.

ARTICLE 5.17 : Réception provisoire

La réception provisoire sera prononcée conformément à l'article 73 du CCAG-T. Elle ne pourra être prononcée que si les travaux répondent aux conditions stipulées au marché. Elle prendra effet à partir de la date de l'achèvement réel des travaux dûment constatés par l'Administration.

Un procès-verbal de réception provisoire sera établi, mentionnant la date réelle de l'achèvement des travaux.

ARTICLE 5.18 : Retenue et délai de garantie

Une retenue de garantie à prélever sur les acomptes mensuels est de Dix pour cent (10%) du montant des travaux exécutés. Elle cessera de croître lorsqu'elle aura atteint Sept pour cent (7%) du montant initial du marché. La retenue de garantie pourra être remplacée par une caution bancaire.

Le délai de garantie est fixé à une année à compter de la date du procès-verbal de la réception provisoire.

ARTICLE 5.19 : Réception définitive

A l'expiration du délai de garantie il sera procédé à la réception définitive conformément à l'article 76 du CCAG-T.

Un procès-verbal de réception définitive sera établi.

ARTICLE 5.20 : Résiliation

Dans le cas où l'Entrepreneur ferait preuve d'une activité insuffisante, ou en cas de la non-exécution des clauses du présent CPS, l'Administration le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai qui ne devra pas être inférieur à 15 (quinze) jours. Passé ce délai, si la clause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié de plein droit et sans indemnités aucune et ce en application de l'article 69 du CCAG-T.

ARTICLE 5.21 : Clauses traitées par le CCAG-T

Les clauses et prescriptions suivantes sont traitées au décret sur la passation des marchés et au CCAG-T et par conséquent ne sont pas reproduites au présent CPS :

L'assurance ;

L'enregistrement du marché ;

L'augmentation et la diminution dans la masse des travaux ;

Le changement dans les diverses natures d'ouvrages ; les litiges.

ARTICLE 5.22 : Avances en matière des marchés publics

Conformément aux dispositions du Décret n°2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics, le titulaire du marché a droit à une avance qui sera calculée par application de l'article 5 du décret susmentionné.

Cette avance sera octroyée au titulaire dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les travaux contre remise d'une caution bancaire du même montant mobilisable en tout temps, ne comportant aucune réserve et demeurant affectée aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et titulaires des marchés publics.

Le montant de l'avance n'est pas révisable quelle que soit la forme des prix du marché, il ne peut être modifié même à l'occasion d'avenants ayant pour effet d'augmenter ou de diminuer le montant du marché.

Le remboursement de cette avance sera effectué par déduction dès le premier décompte d'un montant égal à 15% du montant de chaque décompte, de manière à ce que le remboursement de la totalité de l'avance soit opéré lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 80% du montant du marché.

Si le marché ne donne pas lieu à versement d'acomptes et fait l'objet d'un seul règlement, l'avance est récupérée en une seule fois par précompte sur le règlement unique.

Le montant de du cautionnement de l'avance sur la part en monnaie étrangère convertible sera déterminé par l'utilisation du taux de change en vigueur le jour de sa constitution.

**Travaux d'aménagement de la piste reliant RP7075 et DOUAR ENNAKHLA,
Commune BITTIT, Province El Hajeb.**

AO N°35/RFM/2018

BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL ESTIMATIF

N° PRIX	DESIGNATIONS DES PRESTATIONS	U	QUANTITE	P.U	TOTAL
1	Installation du chantier	Ft	1		
2	Piquetage	km	3,35		
3	Déplacement de poteau électrique BT	U	2		
4	Dépose et pose de clôtures existantes	ml	80		
5	Transplantation des arbres	U	35		
6	Déblais en terrain de toutes natures	m3	1300		
7	Remblais	m3	960		
8	Couche de déglaisement	m3	3200		
9	Déblais pour fouilles	m3	75		
10	Remblais pour Fouilles	m3	16		
11	Buse armé Ø600 en CAO	ml	18		
12	Buse armé Ø800 en CAO	ml	20		
13	Conduite PEHD DN63 PN16	ml	35		
14	Béton B15	m3	4		
15	Béton B20 dosé à 300kg	m3	60		
16	Béton B25 dosé à 350kg y compris armatures	m3	20		
17	Gabions	m3	50		
18	Cunette en béton	ml	80		
Total hors TVA					
Taux TVA 20%					
Total TTC					

Fait à..... le

Cachet et signature du concurrent

ANNEXE 1

ATELIER POUR TRAVAUX DE

Quantité à traiter:

Durée de la tâche :..... (Mois ou jours ouvrés)

Rendement de l'atelier : Horaire :..... (Unité/heure)

Journalier :..... (Unité/jour)

Date d'amener sur le chantier

Date de repli.....

Construction du poste de travail :

- Nombre d'heures par poste :.....
- Nombre de poste par jour :.....
- Nombre de jours ouvrés par mois :.....

NOMBRE D'ATELIER AFFECTES A LA TACHE :

Qu.	Composition de l'atelier	Rendement unitaire	
		Unité	Val.
	<u>Matériel</u>		
1	- Bulldozer CAT D 10 N 520 HP pour ripage.....	m ³ /Hr	500
1	- Bulldozer CAT D9 370 HP pour accumulation.....	m ³ /Hr	500
2	- Chargeuse sur pneus CAT 988 5,6m ³	m ³ /Hr	276
0.25	- Pelle Fiat Hitachi FH 300 avec démolisseur.....	m ³ /Hr	25
8	- Dumper ton. 35.....	m ³ /Hr	62.5
	<u>Personnel</u>		
0.25	- Chef de l'équipe.....		
12.25	- Conducteur d'engin.....		
1	- Ouvrier spécialiste.....		
1	- Aide ouvrier		
2	- Manœuvre.....		

(Une fiche de ce type doit être produite pour chaque tâche figurant au programme de travaux).

NB : Les mentions et valeurs inscrites dans le tableau sont données à titre de modèle.

ANNEXE 2

LISTE RECAPITULATIVE DU MATERIEL A UTILISER

Désignation du matériel avec indication du type	Nombre	Rendement par heure/jour	Age Année	Etat (1)	Lieu de travail actuel	Disponibilité (2)

(1) Neuf, rénové, usagé, très usagé.

(2) Indiquer la date à laquelle le matériel sera disponible.

ANNEXE3
MODEL(h)

MODELE DU SOUS-DETAIL DES PRIX

N°des prix	Quantités	Montant des matériaux et fourniture	Main d'ouvre	Frais de fonctionnement du matériel (consommable et et entretien)	Frais généraux (y compris amortissement du matériel le cas échéant)	Taxes	Marges	Total (1)
1	2	3	4	5	6	7	8	1+2+8=9


(1) Le montant figurant dans cette colonne doit correspondre au prix unitaire ou forfaitaire considéré

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)

ANNEXE 4

Panneau de chantier de dimension 4mx2m

Royaume du Maroc		المملكة المغربية
Ministère de l'Intérieur		وزارة الداخلية
Région Fès - Meknès	جهة فاس مكناس	جهة فاس - مكناس
Maître d'Ouvrage : Région Fès – Meknès		صاحب المشروع : جهة فاس - مكناس
Supervision des travaux : - Agence Régionale d'Exécution des Projets		الإشراف على الأشغال : -الوكالة الجهوية لتنفيذ المشاريع
أشغال		
TRAVAUX DE		
Marché N° :/2018	صفقة رقم :
Délai d'exécution : أشهر	مدة الإنجاز :
Coût du projet (en DH) :		كلفة المشروع (درهم) :
Entreprise d'exécution :		المقاولة المكلفة بإنجاز الأشغال :
Bureau d'études et assistance techniques :		مكتب الدراسات والمساعدة التقنية :
Laboratoire:		المختبر:

ANNEXE 5

Panneaux de début de chantier de dimension 2m X 1m



نعتذر لكم عن الإزعاج الناتج عن هذه الأشغال

Nous nous excusons de la gêne occasionnée par les travaux

ANNEXE 6

Panneaux de début de chantier de dimension 2m X 1m



شكرا على تفهمكم

Merci de votre compréhension

=====

**Travaux d'aménagement de la piste reliant RP7075 et DOUAR ENNAKHLA, Commune
BITTIT, Province El Hajeb.**


=====

Marché N°/2018

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix, en séance publique, en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Montant T.T.C (en chiffre) :.....

Montant T.T.C (en lettre) :.....

<p>Dressé par :</p> <p style="text-align: center;">Sté MANITRAP SARL AU Etudes, Ingénierie BP 1613 FES ATLAS ☎ 05 35 73 24 14</p> <p style="text-align: right;">A le : 7 8 SEPT 2018</p>	<p>Lu et vérifié par :</p> <p style="text-align: center;">Agence Régionale d'Exécution des Projets de la Région Fès-Meknès Chef de Service des Etudes Infrastructures</p> <p style="text-align: center;">Mohammed IDRISSE OUDRHIRI</p> <p style="text-align: right;">A le : 2 0 SEPT 2018</p>
<p>Lu et accepté par l'entrepreneur :</p> <p style="text-align: right;">A le</p>	<p>Présenté par :</p> <p style="text-align: center;">  Pour le Président et P.O Directeur Général des Services Abderrazzak MOUMNI </p> <p style="text-align: right;">A le : 2 6 SEPT 2018</p>
<p>Visé par :</p> <p style="text-align: right;">A FES, le :</p>	<p>Approuvé par :</p> <p style="text-align: right;">A FES, le :</p>